

Nicolas PILUSO
 Université de Paris X Nanterre

Théorie de la valeur marxienne et approche monétaire de l'économie: opposition ou complémentarité ?

Résumé

Cet article a pour objet d'analyser la compatibilité de la théorie de la valeur marxienne avec une analyse monétaire de l'économie. En complétant et en relativisant les critiques de l'hétérodoxie monétaire française, nous avançons que l'analyse marxienne de la monnaie peut et doit se recentrer sur la problématique de ce que Marx appelle l'économie vulgaire. Par ailleurs, nous montrons en quoi rendre compte de la spécificité du rapport salarial ainsi que des crises implique d'abandonner la théorie de la valeur qui perd alors de son intérêt théorique.

Classification JEL : B14, E40

Abstract

This article has the aim of analyzing the compatibility of the marxian theory of value with a monetary analysis of the economy. We support that the marxian analysis of money can and must be centred on the problems of what Marx calls the vulgar economy, by relativizing the french monetary heterodoxy criticism. In addition, we intend to show why accounting for the specificity of the labour market implies to give up the theory of value which loses its theoretical interest.

Classification JEL : B14, E40

Introduction

L'acte fondateur de la théorie de la valeur walrassienne est d'évacuer la monnaie, intermédiaire dans la circulation des marchandises, du champ de la détermination des prix. Une liste d'individus et de biens relevant de la « nature » est le seul élément fondateur de sa conception. Elle conduit L. Walras à rendre compte du fonctionnement d'une économie marchande sur la base d'échanges n'impliquant que l'existence d'un numéraire, marchandise dont la valeur sert à mesurer celle de toutes les autres. La prise en compte postérieure et éventuelle de la monnaie nécessite alors d'intégrer une théorie de la monnaie à la théorie de la valeur. Deux problématiques sont alors envisagées : celle de savoir si l'intégration de la monnaie remet en cause ou non les résultats de la théorie de la valeur (problématique « classique » de la neutralité, développée entre autres par D. Patinkin [1956]), et celle de déterminer si l'équilibre obtenu avec la monnaie est plus ou moins efficace que l'équilibre obtenu sans monnaie (problématique plus récente de l'« essentialité », que l'on doit entre autres à N. Wallace [2001]).

Dans ce contexte théorique, il apparaît évident que l'approche du postulat de la monnaie dont Keynes (notamment dans le *Treatise on Money* [1930] et la *Théorie générale* [1936]) apparaît comme un défenseur conduit à expurger toute idée de théorie de la valeur. Postuler la monnaie revient à affirmer que le langage de l'économie relève non pas de la nature et de choix individuels mais d'une création politique et d'un choix collectif qui se cristallisent dans la monnaie. Une économie sans monnaie n'est alors pas concevable, ce qui revient à rejeter tout à la fois la problématique de la neutralité et de l'essentialité. L'adoption du postulat de la monnaie est lourde de conséquences sur la façon d'expliquer le fonctionnement d'une économie marchande : elle implique

généralement le déploiement d'échanges en déséquilibre, ainsi qu'une théorie de la détermination des prix étrangère au paradigme néo-classique (L. Julien [2001], J. Cartelier [2001]).

La question des rapports entre théorie de la valeur et postulat de la monnaie apparaissent plus complexes chez Marx, car pour ce dernier, l'économie capitaliste dont il souhaite rendre compte est une économie monétaire. Pourtant, Marx annonce dès le chapitre 1 du livre 1 du *Capital* que le fondement de la théorie du capital et de la monnaie est la théorie de la valeur. La théorie marxienne souffrirait-elle donc d'une contradiction sur ce point? Autrement dit, concevoir d'emblée l'économie capitaliste comme une économie monétaire implique-t-il nécessairement de rejeter la théorie de la valeur marxienne ? Telle est la problématique centrale des développements qui suivent.

Pour J. Cartelier [1985] et C. Benetti [1985], il serait impossible de déduire la monnaie de la théorie de la valeur. Est-ce à dire que la théorie de la valeur n'est plus valable ? L'objet de notre article est de compléter et nuancer ce point de vue, dans la tradition de l'hétérodoxie monétaire française issue de l'école de Paris X Nanterre. Notre analyse sera la suivante : la critique de C. Benetti n'est valable que du point de vue du projet initial de Marx. Or, il est possible d'abandonner ce projet initial et de se livrer à une autre interprétation de la genèse de la monnaie. Nous analyserons en outre, de façon connexe, la question de savoir si la théorie de la valeur de Marx est capable de rendre compte de deux caractéristiques essentielles du capitalisme: l'asymétrie du rapport salarial et la crise de surproduction. Notre contribution sera de montrer *en quoi* la théorie de la valeur de Marx échoue à en rendre compte.

1. La genèse de la monnaie : théorie de la valeur ou postulat de la monnaie ?

La notion de genèse renvoie à la théorie de la valeur dont le point d'aboutissement est la monnaie ; la première des fonctions de la monnaie, mesure des valeurs, est le point d'aboutissement de l'évolution des formes de la valeur. Nous appellerons la forme 1 de la valeur « F1 », la forme 2 « F2 », etc.

Après avoir étudié la valeur, Marx [1867] passe à l'analyse de ses formes de manifestation. Lorsque deux marchandises s'échangent, ces dernières jouent chacune un rôle indissociable l'un de l'autre mais opposé. La première marchandise (que l'on appelle A) exprime sa valeur au travers d'une seconde (B). « A » est la forme relative, « B » la forme équivalent, c'est-à-dire que « A » exprime sa valeur relativement à une autre marchandise, qui est son miroir de valeur. Dans l'expression « A » = « B », le signe égal signifie non seulement identité qualitative, en tant que formes phénoménales d'une même substance, la valeur, mais aussi égalité quantitative, en tant que cristallisation d'une même grandeur de valeur. Elle stipule que « A » exprime sa valeur grâce à la rencontre de « B ». Il existe donc un sens de lecture de cette *égalité* et en tant que membre de droite, « A » ne peut jouer le rôle de « B » et vice versa. Cependant, si la valeur de « A » peut-être exprimée par « B », elle peut l'être tout aussi bien par les marchandises « Z », « V » ou « T ». Marx passe alors à l'analyse de la forme développée de la valeur.

Dans cette dernière forme, « A » exprime sa valeur au travers d'une multitude de marchandises. La grandeur de valeur de chacune des marchandises règle les proportions dans lesquelles elles s'échangent.

C. Benetti [1985] soutient que l'inversion de la forme 2 est cruciale dans la tentative d'intégration de la monnaie à la théorie de la valeur.

Dans les formes simple et développée, les marchandises expriment leur valeur comme quelque chose de distinct de leur valeur d'usage. Dans la forme générale (ou forme monnaie, qui lui est équivalente), toutes les marchandises expriment leur valeur au travers d'un seul et unique équivalent et toute nouvelle espèce de marchandise entrant dans la sphère de circulation est contrainte de faire de même. L'équivalent est la forme officielle de la valeur. Pour qu'une marchandise s'isole et devienne équivalent général ou monnaie, il faut qu'elle soit rejetée du monde des marchandises. L'équivalent n'est plus une marchandise en ce sens qu'elle incorpore une valeur immédiatement sociale. Dépourvue de forme valeur relative, elle possède le monopole social de forme d'expression des valeurs.

Pour C. Benetti, cette tentative d'intégration de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur est un échec. Pour Marx [1867], la forme développée de la valeur ne signifie pas qu'une marchandise exprime sa valeur relative en toutes les autres, et qu'elle possède donc $(n-1)$ équivalents particuliers dans un monde à n marchandises. En fait, il existe $n(n-1)$ expressions des valeurs relatives et donc la même quantité d'équivalents particuliers. Il n'est pas possible de déduire la forme monnaie de la forme développée car l'inversion de la forme développée ne donne pour résultat qu'elle-même, c'est-à-dire la forme développée .

C. Benetti en conclut radicalement, compte tenu de ce que F3 n'est pas le résultat de l'inversion de F2, que le lien entre monnaie et valeur doit être rejeté. *Notre point de vue est le suivant : cette critique, qui doit être considérée comme pertinente, rejette cette analyse de la monnaie du point de vue de l'ambitieux projet de Marx qui est de s'élever au dessus des problèmes d'intégration de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur rencontrés par l' « économie vulgaire ».* Marx prétend aller à l'encontre de la problématique classique en considérant que la forme nécessaire de la valeur est la forme monétaire et qu'en dehors de la forme monétaire, la valeur n'est pas. Autrement dit, Marx souhaite faire de la théorie de la monnaie un simple prolongement de la théorie de la valeur qui n'a pas à y être intégrée et réaliser ainsi une analyse d'une économie qui est d'emblée monétaire.

La critique de C. Benetti montre que ce projet de Marx a échoué. L'auteur bute sur le même problème de l'intégration de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur de l'Economie Politique. L'impossibilité d'inverser F2 montre que la monnaie n'est précisément pas la forme nécessaire de la valeur. *Par contre, nous avançons l'idée qu'il est peut-être possible, sur la base d'un projet commun à l'Economie Politique, de déduire la monnaie de l'analyse de la valeur chez Marx.* Quel raisonnement pourrait-on alors prêter à Marx ?

La monnaie est pour ce dernier une marchandise comme une autre et qu'en tant que telle, elle procède de l'échange des marchandises, auquel on peut appliquer la théorie de la valeur.

Néanmoins, des éléments de la théorie marxienne de la monnaie laissent à penser que la monnaie n'est pas une marchandise qui est l'incarnation d'un travail privé destiné à devenir travail social ; elle est travail privé en tant que valeur d'usage, renfermant une certaine dépense de force de travail, et travail social en tant qu'objet échangé, représentante d'une fraction pertinente du travail global de la société. Or, pour Marx, la monnaie n'est représentante que d'un travail immédiatement social. Sa fonction d'équivalent lui confère le statut de marchandise d'emblée reconnue socialement : « *l'argent est la marchandise qui a pour caractère l'aliénabilité absolue* » (Marx, 1867). Si la monnaie est travail social, alors par définition il n'est jamais privé. La monnaie a ceci de particulier qu'elle n'a pas à être validée a posteriori par le marché. Elle n'est donc pas par définition une marchandise (précisément en tant que monnaie)¹.

Intégrer la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur impose de réinterpréter le passage de F2 à F3.

Soit une économie à 3 agents (I,II et III) et à 3 biens (A,B,C). I possède A et désire du B ; II possède B et désire du C ; III possède C et désire du A. L'échange ne pourra pas avoir lieu. La monnaie, intermédiaire dans les échanges, ayant été évacuée de l'analyse walrasienne, la solution au problème vient de l'hypothèse de la maison de compensation, autrement dit de la centralisation des échanges. Dans le cadre marxien, la solution au problème c'est une marchandise jouant le rôle d'intermédiaire ; mais elle ne peut jouer ce rôle qui si elle est équivalent général. C'est ce que signifie le passage de F2 à F3 : la poursuite du développement des échanges suppose qu'une marchandise joue le rôle d'intermédiaire donc d'équivalent général. L'équivalent-général-intermédiaire émerge comme une nécessité de l'extension des échanges. En réalité, dans le cadre de la théorie de la valeur de Marx, il faut affirmer que la monnaie est une marchandise qui, élue par le corps social comme équivalent général et moyen de circulation, devient une « non-marchandise ». L'inversion de la forme 2 semble seulement signifier l'acte social par lequel une marchandise devient monnaie. Ce sont les individus qui, finalement, considérés collectivement choisissent parmi le monde des marchandises la monnaie officielle. La genèse de la monnaie pourrait simplement montrer que la monnaie est un produit sélectionné par la collectivité pour devenir l'équivalent général. Autrement dit, la monnaie ne vient pas de nulle part (autre façon de dire que pour Marx la marchandise-monnaie n'est monnaie que parce qu'elle est d'abord marchandise) : c'est une marchandise dont la valeur est réglée par la quantité de travail abstrait. Néanmoins, en tant qu'elle possède le caractère d'aliénabilité absolue, elle est exclue du monde des marchandises.

Précisons que cette interprétation particulière de la théorie monétaire de Marx ne conduit pas à affirmer que le troc *concrètement* précède l'échange monétaire. La marchandise n'a pas une manière d'être conforme à son concept avant que la monnaie

¹ Marx prend l'or comme prototype de la monnaie. L'or est, semble-t-il, comme toute marchandise, l'unité d'un travail privé et d'un travail social. « Travail privé en tant que valeur d'usage ». Or, l'or est valeur d'usage. Dans certaines sociétés ignorant la monnaie, l'or est utilisé comme matière première pour fabriquer des objets décoratifs ou culturels. Il remplit, par ailleurs, lorsqu'elle existe, la fonction de monnaie. La structure sociale lui confère alors une nouvelle valeur d'usage ... sociale qui est d'incarner le valeur d'échange. Mais cette nouvelle valeur d'usage (sociale) n'efface pas sa valeur d'usage « naturelle » en tant que marchandise « classique ».

ait elle-même une manière d'être conforme à son concept, c'est-à-dire avant que le capital n'existe et soit parvenu à un certain degré de développement. Mais dire cela c'est dire que le concept préexiste à ses formes de manifestation et qu'il ne faut pas confondre la réalité et la théorie qui en rend compte. Le concept de marchandise permet de penser celui de monnaie ; ensemble, ils permettent, d'après Marx, de penser le concept de capital. Dans la réalité, c'est le capital qui conditionne l'existence du le marché du monde dans le cadre duquel la monnaie et donc la marchandises acquièrent une existence conforme à leurs concepts.

Soulignons encore une fois que cette interprétation aboutit à abandonner le projet de Marx qui est de réaliser une analyse d'emblée monétaire de l'économie, et de prendre le contre-pied de ce qu'il appelle l'économie vulgaire.

Reste à voir à présent comment la théorie de la valeur marxienne trouve sa place dans un modèle d'économie monétaire. La question est d'importance car d'après certains commentateurs de Marx, la théorie de la valeur, qu'elle soit néoclassique ou marxienne, est incapable de rendre compte de deux traits essentiels de la société : la crise et l'hétérogénéité entre entrepreneurs et salariés. C'est précisément de ces deux points dont nous allons discuter.

2- Théorie de la valeur et hétérogénéité entre entrepreneurs et salariés

J.Cartelier [1985] défend la thèse selon laquelle « *par construction, la théorie de la valeur ne peut envisager que des relations entre individus ayant le même statut. Le phénomène du salariat y est traité comme une relation d'échange. L'extension de la théorie de la valeur au salariat ne soulève pas de problème tant que la société avec salariat est purement et simplement confondue avec la société marchande [...]. Par contre, l'adhésion à la théorie de la valeur ne saurait se concilier avec l'idée selon laquelle il existerait une hétérogénéité de statut entre d'une part les capitalistes et d'autre part les salariés. La méconnaissance de cette incompatibilité est typique de la théorie marxiste [...]* ».

Deux questions doivent donc être ici soulevées : est-ce que pour Marx, la société avec salariat se confond avec la société marchande ? Si tel n'est pas le cas, la théorie de la valeur marxienne doit-elle être rejetée ?

Pour G. Deleplace [1981], la société marchande est effectivement confondue avec une économie salariale : il considère par exemple que la théorie de l'histoire de Marx confère au capitalisme l'unique spécificité d'être une économie d'échanges.

Le point de départ de Marx est l'étude des rapports sociaux. Il s'agit de comprendre comment la société et les individus qui la composent se produisent eux-mêmes, comment ces derniers deviennent sociaux. Le mode de production peut alors être défini comme le mode de production des individus eux-mêmes, c'est-à-dire leur mode de socialisation, ou encore le processus par lequel ils deviennent existants en tant qu'êtres singuliers.

La réponse à la question du mode de socialisation des individus nous est donnée par la théorie de la valeur de Marx. Pour certains interprètes comme M. Rosier [1999], cette dernière n'est pas indispensable à l'analyse marxienne du capitalisme. Dans l'optique de Deleplace, la théorie de la valeur est centrale parce qu'elle permet de répondre à la question de la spécificité du capitalisme, ou encore, ce qui revient au même, de mettre en lumière le mode spécifique de socialisation des individus. Sur cette question, nous approuvons son point de vue: alors que les économistes orthodoxes se posent la question de savoir comment fonctionne la société organisée par l'échange marchand, Marx lui se demande au travers de la théorie de la valeur à quelles conditions la société peut se constituer au travers de l'échange marchand, précisément parce que pour lui, les lois économiques ne sont pas universelles.

Dans les modes de productions antérieurs au capitalisme, la socialisation des individus est le fait de la coutume, des lois et des règlements. C'est la loi du gouvernement qui permet la reconnaissance des individus comme composante de la société. Dans le mode de production capitaliste au contraire, leur socialisation est imprévisible, dans la mesure où elle n'a lieu que lorsque leur activité est validée par le marché dans l'échange : l'échange marchand devient le mode de socialisation des individus. Le capitalisme est caractérisé par l'absence de règle permettant aux individus de les valider socialement au travers de leurs particularités naturelles ou technologiques. Il n'existe pas d'ordre pré-établi déterminant la place des individus dans la société : c'est en cela qu'ils sont indépendants. C'est à travers de l'échange marchand que l'individu se socialise, qu'il est reconnu par la collectivité, qu'il existe singulièrement au sein de la société².

L'autre théorie de l'histoire que l'on peut entrevoir chez Marx est donc la théorie du mode de production capitaliste comme mode spécifique de socialisation des individus. La théorie de la valeur en est constitutive.

Si nous ne remettons pas à cause la définition que donne Deleplace de la théorie de la valeur comme théorie de la socialisation des individus, nous sommes par contre plus dubitatifs quant à faire de cette dernière une théorie du mode de production spécifiquement capitaliste.

Lorsque Marx élabore sa théorie de la valeur, il le fait indépendamment de toute considération sur le rapport de production capitaliste. A. Ségura [1995] et P. Salama [1992] considèrent même que son cadre d'analyse est celui d'une économie imaginaire de petite production marchande, uniquement peuplée d'entrepreneurs indépendants les uns des autres. Ce n'est qu'au cours des chapitres suivants que Marx aborde le concept de capital en général, pour ensuite passer à la question des capitaux en concurrence. L'élaboration de la théorie de la valeur s'est faite dans un cadre que Marx nomme « la circulation simple », qu'il différencie de la circulation du capital. Dans le cadre de l'économie capitaliste constituée (avec concurrence entre les capitaux individuels), la loi de la valeur telle que définie dans le livre 1 du *Capital* n'est plus

² Dans l'échange, les individus sont posés équivalents à une quantité d'un objet qui est la monnaie. Les marchandises, et à travers elles les individus qui les possèdent, sont égalisées dans l'échange ; ils sont rendus commensurables. L'échange consiste dans l'égalisation d'individus indépendants, il ramène ceux-ci à une même mesure, acceptée par tous. Les individus sont socialisés par la circulation monétaire qui les unifie. Chaque individu apparaît dans l'échange comme une fraction déterminée de la société. Il n'existe donc dans la société qu'en tant que valeur, évaluée par un nombre. On comprend ainsi ce que veut dire Marx lorsqu'il parle de valeur comme rapport social : chaque individu est évalué comme fraction déterminée de la société. La société capitaliste se caractérise par une socialisation *a posteriori* alors que dans les sociétés pré-capitalistes (non marchandes) la socialisation intervient *a priori*.

valable pour rendre compte de l'échange des marchandises. Il faut en effet tenir compte d'une caractéristique indissociable du capital qui est l'uniformité des taux de profit. Pour Marx, cela ne signifie pas que sa théorie de la valeur devient inutile ; elle est simplement associée à un degré d'abstraction de l'analyse qui est différent : la marchandise est en effet pour Marx un présupposé du capital.

Dans cette configuration, la question qui se pose est de savoir comment l'on peut considérer que la théorie de la valeur, ou théorie de l'échange, permet la spécification du capitalisme, alors même que son cadre de constitution est tout à fait indépendant de l'économie capitaliste.

Le débat qui s'ouvre ici est en fait lié à la caractérisation que l'on donne du capitalisme : s'agit-il d'une simple économie d'échanges ou bien d'une économie salariale ?

Si le rapport salarial est considéré comme un rapport d'échange similaire à celui d'un rapport d'échange entre deux marchandises quelconques, alors effectivement, l'économie capitaliste peut être définie comme une économie de marchés pure. Comme dans la conception de L. Walras ou d'A. Marshall, l'introduction dans l'analyse de l'économie du rapport salarial ne constitue qu'une simple extension de la théorie de l'échange des marchandises à la théorie de l'échange de la « force de travail ». Si au contraire le rapport salarial n'est pas réductible à un rapport d'échange standard, alors le capitalisme ne saurait être caractérisé uniquement par la théorie de la valeur, ou théorie de la socialisation des individus par l'échange.

Dans la théorie néoclassique (au sens générique du terme) de l'échange, les co-échangistes parviennent à négocier une transaction lorsqu'ils égalisent, en valeur absolue, leur taux marginal de substitution au prix relatif des biens. La définition de l'équilibre prend en compte l'utilité marginale de tous les protagonistes de l'échange. Les échangistes ont une égalité de statut, dans la mesure où leur contrainte budgétaire est déterminée par leur demande de biens. Il en va de même sur le marché du travail. Le salarié a une égalité de statut avec l'entrepreneur qui l'embauche. Le premier maximise son utilité, en égalisant sa désutilité marginale au taux de salaire réel, tandis que l'entrepreneur maxime son profit en égalisant la productivité marginale du volume d'emploi au même salaire. L'échange de « facteur de production » ou de « service producteur » s'apparente à un échange comme un autre, si bien que l'équilibre général walrassien d'une économie de production peut se réduire à l'équilibre de Robinson sur son île, qui troque du bien contre du loisir pour maximiser à la fois son utilité et son profit.

Apparemment, il semble qu'il en va tout autrement chez Marx. Le rapport salarial n'est pas comparable à un simple rapport d'échange *parce que la dépense des salariés est sous la dépendance unique des décisions des capitalistes*. Par définition la contrainte s'impose à celui sur lequel elle pèse ; il ne peut pas la maîtriser.

Le capital ne peut exister que sous des conditions historiques déterminées : La transformation de l'argent en capital exige donc que le capitaliste trouve sur le marché un travailleur libre, dépossédé de moyen de subsistance. Pour Marx, le capital est un rapport social qui se manifeste sous la forme d'une somme d'argent investie dans

l'activité productive pour en ressortir grandie. On peut écrire schématiquement le mouvement du capital comme suit : A-M-A'. « A » est la somme d'argent avancée par le capitaliste. Avec cette dernière, il se procure une triple marchandise : des moyens de travail, des objets de travail (correspondant au « capital constant ») et la location de la force de travail (correspondant au « capital variable »). Dans la définition du capital et de son mouvement n'interviennent pas les offreurs de travail. La somme d'argent « A », contenant la décision d'emploi de l'entrepreneur, ne fait aucunement intervenir l'offre de travail des salariés. Pour Marx [1867], l'emploi de la force de travail n'est décidé que par les entrepreneurs, et par-delà ces derniers, il n'est le fait que des lois du capital que les entrepreneurs réalisent telle une loi coercitive externe.. En effet, le chômage résulte de la combinaison de deux lois fondamentales du capital : la loi d'accumulation et la loi d'innovation³. Le chômage est ici d'emblée involontaire : il n'est pas le fait du comportement d'offre de travail des salariés, mais des lois du capital.

Il semble que chez Marx [1867], et conformément et son propre discours, le concept de rapport de production est essentiel à la caractérisation du capitalisme qui ne saurait se réduire à une simple économie de marché. Ce point de vue est contesté par G. Deleplace parce qu'il remarque que la notion de propriété est utilisée soit pour opposer le capitalisme à une société sans classe, soit pour souligner que dans toute société de classe, l'exploitation a pour fondement la déposssession du travailleur de ses moyens de productions. Autrement dit, la définition des rapports de production comme rapports de propriété ne permet pas de distinguer le capitalisme des autres sociétés de classes telles que le féodalisme. La spécificité du capitalisme peut être mise en évidence en faisant intervenir le salariat, qui n'entre en jeu ni dans la définition des forces productives, ni dans celle des rapports de production entendus comme rapports de propriété.

Ce point de vue ne nous semble pas adéquat car le rapport de production ne réduit pas qu'à un simple rapport de propriété. Lorsque Marx définit le rapport de production capitaliste et la condition d'existence du capital, il précise que le possesseur de la force de travail doit avoir la liberté d'exercice de sa force de travail. Autrement dit, ce ne doit être ni un serf (mode de production féodal), ni un esclave (mode de production antique). Le travailleur a donc l'obligation de vendre sa force de travail ; en l'achetant, le capitaliste achète le droit de la consommer et le mode de consommation (temps consommation, porosité de la journée de travail, modes opératoires etc ...) dépend du rapport de force entre classes sociales.

Notre point de vue est donc le suivant : chez Marx, l'économie capitaliste n'est pas une simple économie marchande mais une économie salariale. *Néanmoins, la théorie de la valeur empêche de cerner la spécificité du rapport salarial et l'hétérogénéité de statut entre entrepreneurs et salariés.* Par conséquent, dire que l'économie capitaliste est spécifiquement salariale en utilisant l'outil de la théorie de la valeur est une contradiction. Nous évoquerons à cela deux raisons.

³ La loi d'accumulation s'exprime en ces termes : toutes choses étant égales par ailleurs, le moyen le plus direct d'accroître la masse de plus-value est d'augmenter le nombre de forces de travail employées, l'obtention et la monétisation de la plus-value étant le motif déterminant de la production capitaliste. Marx décrit donc un processus de reproduction élargie du capital rythmé par l'accroissement périodique de la masse de capitaux investie. La loi d'innovation technologique rend compte d'une hausse de la composition organique du capital (rapport entre la valeur du capital constant et celle du capital variable), corrélative à l'accumulation du capital. Cette dernière s'accompagne généralement de progrès dans la productivité du travail qui autorise une baisse du prix des marchandises et donc une baisse du salaire de l'ouvrier. Si la baisse de la valeur du capital constant est moins rapide que celle du capital variable, alors la composition organique augmente. De cette hausse résulterait du chômage par nature involontaire puisqu'il procède des lois du capital

D'une part, la théorie la valeur peut rendre compte de diverses situations de rationnement (théorie du déséquilibre) ou de rapports de domination (théorie du monopole). *Pour rendre compte de la spécificité du rapport salarial, il ne suffit pas de dire que les entrepreneurs contraignent la dépense des salariés.* Il est nécessaire de faire appel à la notion de soumission monétaire qui renvoie à un cadre d'analyse d'économie monétaire. Il faut donc alors s'assurer qu'il est bien possible de faire le lien entre valeur et monnaie chez Marx. Par ailleurs, dire que le rapport salarial se distingue du rapport d'échange équivaut à dire que le rapport salarial n'est pas un rapport d'échange. Or, à compter du moment où Marx maintient la conception de la force de travail comme marchandise, il ne peut échapper à la réduction du premier au second.

Par conséquent, la question de savoir si l'économie capitaliste est ou non une simple économie d'échange a des implications très lourdes chez Marx. Pour rendre compte de la spécificité du rapport salarial, il faut d'une part une analyse monétaire et d'autre part rejeter la conception de la force de travail comme marchandise. Autrement dit, cela implique de rejeter la théorie du capital (ou théorie de l'exploitation) de Marx. Si tel est le cas, tenter de maintenir la théorie de la valeur chez Marx ne peut mener qu'à une impasse lorsqu'on sait d'une part qu'elle sert essentiellement à fonder la théorie du capital, et lorsqu'on connaît d'autre part le problème de la transformation.

Peut-être elle-t-elle alors utile pour penser la crise ? En ce qui concerne par contre la question des crises et de la formation de l'équilibre de marché, J. Cartelier nous propose une vision alternative fondée sur le déroulement d'échanges en déséquilibre et la détermination de prix selon la règle de Cantillon. Nous nous intéressons alors à la question de savoir si la théorie de la valeur de Marx interdit ou non de penser la crise comme moment inévitable du processus de formation de l'équilibre du marché.

3- Théorie des prix monétaires et théorie marxienne de la valeur

Un modèle monétaire avec postulat de la monnaie (J. Cartelier [2001] ; L. Julien [2001]) se caractérise par les points suivants. Tout d'abord, au fondement de l'analyse, à son plus haut degré d'abstraction, est la monnaie en tant qu'unité de compte de l'économie. Ensuite, les prix sont formés par le rapport de la demande à l'offre quand bien même ces dernières ne sont pas égales. Ils sont d'emblée monétaires ; comme chez Marx, la fonction d'unité de compte est inséparable de la fonction d'intermédiaire des échanges : sans moyen d'échange, l'échange et donc le prix de marché ne se forme pas. Inversement, sans unité de compte, il ne saurait exister de prix monétaire. Enfin, les échanges se déroulent de façon décentralisée qu'il y ait équilibre ou non ; les décisions d'offre et de demande sont irrévocables dans le cadre de la période sanctionnées par le marché.

A priori, ce type de modèle n'est pas incompatible avec l'approche de Marx.

Ce dernier n'a jamais fait l'hypothèse que les échanges sont suspendus à la réalisation d'un équilibre. Il considère en effet que les marchandises, en général, ne s'échangent pas à leur valeur mais à leur prix de marché. Le prix de marché gravite autour de la valeur et est déterminé par le rapport de la demande à l'offre. Ce n'est qu'à compter du moment où le marché est équilibré que valeur et prix de marché se confondent. En outre, le fait que pour Marx les prix soient nécessairement monétaires est un point commun avec l'approche du postulat. Rappelons que pour Marx, les fonctions d'unité de compte et de moyen d'échange sont liées. La mesure de la valeur, la première fonction de la monnaie qui conditionne et annonce les deux autres, est le point d'aboutissement du développement de la forme valeur. La fonction d'unité de compte n'a de sens chez Marx que si la monnaie fait circuler les marchandises : la forme prix de la valeur renferme la nécessité de l'aliénation des marchandises, nous dit Marx.

Un modèle avec postulat du numéraire contient généralement la règle de prix de Shapley-Shubik. Jean Cartelier [2001] précise que cette règle « *remonte, en fait, au moins à Cantillon, écrivant vers 1730 que « les prix se fixent au marché par la proportion des denrées qu'on y expose en vente et l'argent qu'on y offre pour les acheter »* ». Le prix monétaire p_i d'un bien i est déterminé par le rapport entre la demande de ce bien exprimé en monnaie M_i l'offre réelle S .

$$p_i = \frac{M_i}{S} = \frac{V_i d_i}{S}$$

Quand la demande en volume d_i est égale à l'offre S , alors le prix monétaire du bien équivaut au prix exposant de la grandeur de valeur de la marchandise V_i , dont on peut très bien dire qu'elle est déterminée par une quantité de travail abstrait. On retrouve donc la proposition de Marx [1898] selon laquelle le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Cela amène l'auteur à distinguer le prix exposant de la grandeur de la valeur de la marchandise, déterminée par la quantité de travail abstrait socialement nécessaire, et le prix effectif des marchandises, qui dépend du rapport de la demande à l'offre et gravite autour du prix exposant. La théorie de la valeur permet ainsi d'explicitier les prix sur la base desquels les agents formulent leur demande monétaire, qui sont en général considérés dans un modèle monétaire comme de simples anticipations totalement arbitraires. La théorie de la valeur marxienne est-elle donc compatible avec une analyse de l'économie monétaire ?

Deux problèmes se posent.

Soit on considère que les prix sur la base desquels les agents expriment leur demande monétaire sont ceux de la théorie de la valeur. Cela implique de ne pas tenir compte de la concurrence capitaliste inter-branche car la théorie de la valeur ne vaut pour que une économie qui n'est pas capitaliste. Or, cela peut poser problème pour rendre compte de la gravitation du prix de marché autour du prix exposant : le moteur de la recherche de profit maximum ne peut plus expliquer pourquoi le rapport de la demande à l'offre se modifierait en situation de déséquilibre.

Il est néanmoins possible de penser la gravitation sans faire référence à la rationalité capitaliste. C'est ce que nous montre le fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande en théorie néoclassique qu'il y ait ou non des producteurs. La gravitation peut donc être pensée si on imagine que l'ajustement du prix effectif sur le prix exposant est réalisé grâce à la rationalité des consommateurs de marchandises (la recherche de leur intérêt individuel). Ainsi, si le prix d'une marchandise dans une branche est relativement trop élevé, le consommateur portera sa demande vers une autre marchandise moins onéreuse. La demande diminuant, le prix effectif peut baisser et rejoindre le prix exposant. Pour faire un tel raisonnement, il faut faire ici, comme en théorie néoclassique, l'hypothèse de décroissance de la demande par rapport au prix, ce qui suppose de postuler que tous les biens sont substituables. Il semble donc nécessaire de faire le même postulat arbitraire dont a besoin la théorie néoclassique pour affirmer que l'équilibre général est stable.

Alternativement, il est possible de considérer non pas les prix de la théorie de la valeur mais les prix de production. On sait néanmoins que ces derniers peuvent être déterminés en dehors de la théorie de la valeur. Le problème est même entrevu par Marx [1894] lui-même. Par conséquent, la théorie de la valeur ne semble pas être un cadre approprié pour rendre compte de la crise capitaliste.

Conclusion

La théorie de la valeur de Marx n'est pas compatible avec les fondements de l'approche du postulat parce que chez cet auteur, le fondement de la monnaie reste la marchandise. Le projet de Marx de construire une analyse d'emblée monétaire du capitalisme a échoué, comme l'a mis en évidence la critique de Benetti [1985]. Maintenir la connexion entre valeur et monnaie implique une réinterprétation du passage de F2 à F3 plus conforme à la problématique que Marx rejetait, celle de l'intégration de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur. Selon nous, il est donc possible de trouver chez Marx une théorie de la monnaie cohérente avec la théorie de la valeur, même si elle n'est pas conforme au projet initial de Marx.

Néanmoins, s'il faut rendre compte de la spécificité du rapport salarial et de la crise capitaliste, il est nécessaire de rejeter la théorie de la valeur qui perd alors son objet et son intérêt.

Nous avons soutenu le point de vue selon lequel chez Marx, on trouve bel et bien la conception du capitalisme comme économie salariale. Néanmoins, J. Cartelier [1985] nous rappelle que cette conception est contradictoire avec la théorie de la force de travail-marchandise. En ce qui concerne la crise, nous avons analysé la compatibilité de la règle de formation des prix monétaires de Smith-cantillon (qui permet de rendre compte de situations de déséquilibres effectifs) avec l'analyse de Marx. La question que nous nous sommes posés est de savoir si la théorie de la valeur pouvait s'intégrer à cette règle de formation des prix. Les difficultés liées au problème de la transformation ainsi que celles soulevées par la gravitation des prix de marché chez Marx nous amène à répondre négativement à la question.

Bibliographie

- C. Benetti, 1985, « Economie monétaire et économie de troc: la question de l'unité de compte commune », *Revue d'Economie appliquée*, n°1.
- J. Cartelier, 2001, « La coordination en déséquilibre : loi de l'offre et de la demande ou régulation monétaire », in :*L'économie hors de l'équilibre*, Economica.
- J. Cartelier, 1985, « Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire : les termes d'un choix », *Revue d'Economie appliquée*, n°1.
- G. Deleplace, 1981, *Théories du capitalisme : une introduction*, Collection François Maspero.
- L. Julien, 2001, « Chômage involontaire et déséquilibres effectifs », in :*L'économie hors de l'équilibre*, Economica.
- J. M. Keynes, 1936, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie*, traduction française, Payot, Paris, 1969.
- J.M. Keynes, 1930, *Treatise On Money*, tomes V et VI des MacMillan-CUP, 1971. Collected Writings of John Maynard Keynes, Royal Economic Society.
- K. Marx, 1867, *Le Capital*, Livre 1, Editions sociales, 1977.
- K. Marx, 1894, *Le Capital*, Livre 3, Editions sociales, 1977.
- K. Marx, 1898, *Salaires, prix et profit*, Editions en langues étrangères, 1969.
- D. Patinkin, 1956, *Interest, Money and prices*, The MIT Press, 2nd edition (November 15, 1989).
- M. Rosier, 1999, *Marx et les Néomarxistes*, Cours de DEA à l'Université de Paris 1 Panthéon sorbonne.
- P. Salama, 1992, *Introduction à l'économie de Marx*, collection Repères, La Découverte.
- A. Segura, 1995, Le profit et l'intérêt dans le circuit, *Revue d'Actualité Economique*, vol. 71, n°1.
- N. Wallace, 2001, « Whither monetary economics ? », *International Economic Review*, vol 42, n°4, pp. 847-869.